

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, NATIONS ET PEUPLES OPPRIMÉS, UNISSEZ-VOUS !

PERSPECTIVES

Tunisiennes



GRUPE D'ETUDES ET
D'ACTION SOCIALISTE
TUNISIEN

n° 25 - 1°-100
décembre
1970

au lecteur

Le mouvement révolutionnaire tunisien connaît au jour d'aujourd'hui une ampleur sans précédent.

En effet la classe ouvrière reprend le flambeau de la lutte de classe. Des mines du Sud aux usines du Nord les ouvriers se dressent unis contre l'exploitation de plus en plus dure, contre les fantoches de tout acabit (responsables destouristes, syndicalistes corrompus, flics...) posant les revendications économiques et politiques de tout le peuple tunisien !

Aux mines du Sud les ouvriers surexploités (salaire parfois de 50 millions pour 10 à 14 heures par jour), travaillant dans les conditions les plus désastreuses (accidents fréquents parfois mortels), et soumis à l'humiliation de la direction et des responsables destouristes pratiquent spontanément la grève tournante à 75%.

Aux usines d'El-Pauladh, les ouvriers se sont dressés pour lutter contre les salaires de misère et ont dénoncé la direction fantoche de l'U.G.T.T.

A Sidi-Fathallah, les cheminots comme un seul homme ont déclenché une grève exemplaire et ont posé clairement des revendications économiques (augmentation des salaires, amélioration des conditions de travail...)

et politiques (libertés syndicales) les plus urgentes de tout le peuple tunisien. Ce mouvement a été soutenu par la suite par les cheminots de Sfax et de Sousse qui ont fait des grèves de solidarité.

Fidèle à sa tradition, l'U.G.T.T. de concert avec la cellule destouriste locale a tout fait pour démolir les masses en lutte et les intimidier allant jusqu'à les dénoncer à la Police.

De son côté le pouvoir a répondu par une répression féroce en envoyant la Garde Nationale occuper les ateliers de Sidi-Fathallah et en arrêtant une quarantaine parmi les ouvriers les plus combattifs. Une vingtaine ont été jetés dans le sinistre camp d'El-Houareb et les autres attendent de passer devant les tribunaux.

Mais la répression n'épargne pas les autres couches de la population puisque le pouvoir n'a pas hésité à envoyer ses chiens policiers contre les étudiants qui ont osé se révolter contre l'aggravation de la situation à l'Université d'exclusion de plus d'un millier d'étudiants, détérioration des conditions de vie et d'études etc...

A la grève qu'ils ont mené pour voir à répondre par ses bombes lacrymogènes et ses matraques (cinq étudiants et l'arrestation de huit étudiants). Douze autres ont été arbitrairement assignés à résidence administrative dans leur délégation d'origine.

Imitant l'attitude de l'U.G.T.T., l'U.C.E.T. de concert aussi avec le Bureau National des Etudiants Destouriens (B.N.E.D.) a appelé à lui faire

SIDI FATH.ALLAH : qui a Peur de qui?

En s'assurant les services des directions successives de l'UGTT, en interdisant toute forme d'organisation autonome de la classe ouvrière et en supprimant de fait le droit de grève ainsi que les droits les plus élémentaires, la bourgeoisie tunisienne, voulait se donner les meilleures conditions d'exploitation et éviter toute forme de contestation.

En réalité, bien que livrés à elle-même, dispersés et peu organisés, la classe ouvrière s'est toujours battue ce soit par des luttes individuelles (sabotages dans les coopératives) ou par des luttes de masse spontanées (grèves courtes surtout dans les mines). Si après l'éviction de la fraction bureaucratique bourgeoise les classes laborieuses - par manque d'organisation n'ont pas pu profiter de la crise au sein de la bourgeoisie, elles ont par contre réussi à relancer leurs luttes avec une grande détermination. Les combats menés par les classes laborieuses aux quatre coins du pays leur ont permis de s'aguerir et d'acquérir une expérience bien néglible. Aussi la grève du 23 octobre 1970 à Sidi Fathallah a montré que les cheminots en tirant les leçons de l'expérience passée ont pu faire

accéder le mouvement à un stade supérieur. Il est donc important d'analyser cette expérience et d'expliquer les faits à la lumière du marxisme-léninisme pour pouvoir la préparer - une fois théorisée - au sein des masses.

LES FAITS

Le mouvement du 23 octobre fait suite aux grèves déclenchées à Sidi Fathallah en automne 69 et au printemps 70 pour exiger essentiellement des augmentations de salaire. A ce moment le gouvernement - prenant prétexte des inondations - a promis des augmentations sans jamais tenir ses engagements.

a. les ouvriers préviennent l'UGTT
Les ouvriers envoient une lettre le 18 octobre à la direction de l'UGTT rappelant les revendications et annonçant la grève. Les revendications étaient les suivantes:
- augmentation des salaires
- statut de la profession
- amélioration des conditions de travail.

Le bureau de la fédération des cheminots essaya quant à lui de ralentir le mouvement, il lance un appel - diff-

fusé par la radio et la presse - à une réunion le 23 octobre et non à une grève.

b; le déroulement de la grève

La grève commença le 23 octobre. Les grévistes occupent leurs lieux de travail: l'atelier et le dépôt "Farhat Hachad". Les cheminots avaient inscrit des mots d'ordre essentiellement économiques - sur les machines, sur les murs, sur les wagons:
- "chemin de fer, grève de fait"
- "neus sommes endettés"
- "une tête d'ignon coûte 170 millions"

Pendant leur lutte les ouvriers ont eu à se heurter à des briseurs de grève de tout genre qu'il faut dénoncer et dénoncer et même à combattre. Ils ont eu à dénoncer l'administration, la cellule destouriste et les "coils blancs" comme représentants des intérêts de la bourgeoisie. Ils ont accueilli le président de la cellule des cheminots par "ouchars, feu le camp!". Ils se sont adressés au directeur qui voulait "négocier" comme il l'avait fait lors des grèves précédentes en disant: "on n'a rien à te dire, laisse nous face au gouvernement."

(voir page 2)

confiance... à agir dans l'ordre et la légalité, à rester calme, et à se désolidariser de ceux qui ont troublé l'ordre public." (Déclaration commune du B.E. de l'U.G.E.T. et du B.N.E.D.)

Ainsi devant l'ampleur de la lutte de masse les directions fantoches des organisations syndicales ont été obligées de montrer leur véritable nature: ils ne sont que des instruments d'intimidation faisant partie de tout l'appareil répressif de la Bourgeoisie.

De plus la répression qui s'abat sur le mouvement étudiant est facilitée par l'isolement dans lequel se trouve et il ne peut en être autrement tant qu'il n'a pas rompu avec cet état d'isolement.

C'est le même appareil répressif qui a réprimé sauvagement les grévistes de Sidi-Fathallah et les manifestations étudiantes. C'est le même appareil judiciaire qui condamnera les ouvriers et les étudiants arrêtés.

Face à cet appareil répressif de l'Etat bourgeois tunisien les étudiants doivent donc joindre leur combat à celui des classes laborieuses. C'est la seule façon par laquelle le mouvement étudiant peut sortir de l'impasse dans laquelle il se trouve.

* * * *

Un nouveau procès à Tunis, même scénario qu'en décembre 66, qu'en juillet 67, qu'en septembre 68 et qu'en février 69.

8 étudiants sont aujourd'hui condamnés comme le furent leurs camarades par le passé. A l'origine de ce procès: le commandant Chabbi demande à la SNT de transférer un arrêt de bus, la SNT obéit. Les étudiants entament la lutte contre la collusion capital-appareil de répression. La cité est encerclée par la police; la répression est féroce: matraquages, grenades lacrymogènes... Plusieurs étudiants sont blessés.

Après cette répression, une nouvelle lutte s'engage: la Fac de Médecine décrète la grève, la grève s'étend à toutes les Facs malgré les prises de position habituelles de l'UGET. Le Destour engage de nouveau la répression: arrestations, assignations à résidence, fermeture des Facs, blocage des bourses etc...

Ainsi le mouvement étudiant engage de nouveau la lutte. Il s'agit pour lui de rompre son isolement, de se lier aux masses. Les masses populaires sont le meilleur rempart contre la répression.

VIVE LA JUSTE LUTTE DES ETUDIANTS.
MENONS DES CAMPAGNES D'EXPLICATION
DE NOTRE COMBAT AUPRES DES MASSES.
A BAS LA DICTATURE DE LA BOURGEOISIE

nouvelle
LUTTE
à
l'Université
de Tunis

(voir page 3)

Grève du
11
Novembre

2 sidi fath-allah (suite)

Les cheminots grâce à cette lutte ont désaqué complètement l'UGTT. Au début du mouvement (le 23 octobre) l'UGTT a voté une motion où elle se solidarise avec la grève tout en condamnant les "éléments subversifs". Cette méthode qui consiste à classer les ouvriers en "bons ouvriers" et "ouvriers subversifs" rentre dans le cadre de la politique de division de la classe ouvrière pratiquée par la direction opportuniste de l'UGTT. Les manoeuvres de cette direction traitent ne se sent pas arrêtées. Le 25 octobre l'UGTT faisait un communiqué déclarant : "je dénonce la grève et je m'engage à reprendre le travail", et voulait le faire signer par les cheminots. Mais la riposte des cheminots a été fulgurante : un ouvrier indigné déchira le texte. D'autre part les ouvriers hibernent copieusement le secrétaire général adjoint de l'UGTT Ismaïl qui venait les convaincre de reprendre le travail sans garantie. Il était apparu clairement aux ouvriers que la fédération des cheminots et la direction de l'UGTT ne sont désolidarisées de leur juste lutte, les ont abandonnés à la répression et

ont montré au grand jour leur trahison. Les cheminots firent face aussi à la police. Des inspecteurs en civil se sont infiltrés dans leur rang pour semer la division parmi eux. Un inspecteur est allé jusqu'à mettre un bleu de travail pour briser la grève mais il est rapidement repéré et blessé au front le policier-blessé de grève s'enfuit en laissant ses collègues. Les cheminots ont fait la fête en se partageant un paquet de cigarettes. Mais la vigilance des cheminettes n'a pas été totale : un policier déguisé en cameraman de la Télévision filma tranquillement les ouvriers les plus combattifs qui vent jusqu'à passer par lui croyant que le film était destiné à informer l'opinion publique.

c. Le destour réprime

Les déclarations pépuesques du Destour sur la démocratisation, sur la consultation populaire n'ont pas empêché la répression sauvage de s'abattre. Mestiri - ce démocrate-désaqué - envoie sa police qui arrête massivement à partir des listes fournies par l'administration et à partir des photos du cameraman-policier. Ben Mustapha - directeur de la stréte de la bourgeoisie - dirige en personne les interrogatoires. Les "meneurs" sont tabassés, gardés à la DST et vent être déferés devant la juridiction de droit commun pour entrave à la liberté de travail et rébellion. A côté de cela une campagne de propagande : le gouvernement déclare la fermeture des ateliers, approuvé en cela le 26 octobre par l'UGTT et la cellule qui lancent - selon la coutume - un appel à la lutte contre les "éléments subversifs et les ingrats". (Action 27 octobre). A la suite de la campagne la garde "nationale" de la bourgeoisie envoyée par Mestiri occupe Sidi Fathallah, circule les armes à la main parmi les ouvriers et multiplie les menaces et l'intimidation.

II LES ENSEIGNEMENTS DU MOUVEMENT

- Ce mouvement marque une date importante dans l'histoire récente du mouvement ouvrier tunisien. Ce mouvement n'est pas un acte sabotage individuel puisqu'il a rassemblé la majorité des cheminots, il n'est pas non plus un acte spontané puisque la date de la grève a été fixée le 18 octobre dans la lettre envoyée à l'UGTT.

Il a été préparé et organisé. La grève a duré 5 jours et a utilisé diverses formes d'organisation : occupation des locaux, riposte contre les briseurs de grève, intervention pour empêcher la circulation sur la voie de chemin fer voisine en se couchant sur les rails.

- Les cheminots ont tiré les leçons de l'expérience passée. Lors des affrontements précédents le gouvernement a demandé aux ouvriers de désigner des délégués avec lesquels il pourrait examiner les revendications présentées. En réalité c'était une manoeuvre pour détecter les éléments les plus conscients qui furent arrêtés et tabassés par la police. Cette fois les cheminots ont refusé catégoriquement de désigner des délégués et ont affirmé qu'ils étaient tous des interlocuteurs responsables.

- Le mouvement a raffermi les liens de solidarité de la classe ouvrière. En plus de la solidarité qui se crée entre les cheminots de Sidi Fathallah eux-mêmes, les cheminots de Sfax qui avaient mené une lutte victorieuse il y a quelques mois, se sont solidarisés avec leurs camarades de Sidi Fathallah en faisant grève eux aussi. A Sousse les cheminots arrêtent un train.

- Le mouvement a accru le niveau de conscience des cheminots. Les ouvriers ont par leur pratique désaqué des ennemis de tout acabit :

... La direction et la cellule du Destour représentants des intérêts de la bourgeoisie.

... La direction de l'UGTT traître à la classe ouvrière et instrument de division et de répression entre les mains de la bourgeoisie.

... La police et la garde nationale comme corps spécial de répression au service de l'Etat de la bourgeoisie et usant de la violence réactionnaire contre les cheminots qui ont appris à exercer la violence juste.

III QUELQUES TACHES ACTUELLES

Les cheminots de Sidi Fathallah viennent de nous fournir un exemple

magnifique de lutte résolue contre le pouvoir ; ils viennent d'illustrer de manière vivante de quelle façon la classe ouvrière conçoit la lutte pour des objectifs immédiats d'ordre économique ou démocratique. Les intellectuels progressistes et les démocrates conséquents se doivent d'organiser la campagne la plus large possible en faveur des cheminots emprisonnés pour exiger leur libération et leur réintégration. Ils se doivent de dénoncer les cheminots emprisonnés ainsi que l'horrible système pénitentiaire du Destour avec ses geôles et ses camps de concentration : Saeuf, El Hourab.

Ils se doivent de dénoncer la justice bourgeoise dont l'appareil se met aujourd'hui - une fois de plus - en branle en vue de condamner pour délit de droit commun les camarades cheminots. Cela pourra être un premier pas dans la liaison effective avec les masses car les intellectuels progressistes et les démocrates conséquents se doivent aujourd'hui de rejoindre le combat de leur peuple en s'unissant étroitement aux masses laborieuses afin de propager en leur sein les expériences des

luttes des classes opprimées et de mener une propagande et une agitation socialiste résolues.

PROPAGONS LA LUTTE DES CHEMINOTS !

EXIGONS LA LIBERATION DES CHEMINOTS EMPRISONNES !

LA LUTTE DES OUVRIERS à el fouledh

Le bureau syndical de l'usine El Fouledh a été renouvelé, comme la plupart sinon tous les syndicats, après la chute de Ben Salah et le retour de Achour à la tête de l'U.G.T.T.

Ce renouvellement, les ouvriers en avaient vraiment besoin ; en effet, le bureau syndical tenu auparavant par des hommes à la solde de l'administration, entièrement coupé des ouvriers et ne se souciant nullement de leurs problèmes, ne représentait pas du tout les ouvriers. Ceux-ci ont éliminé la clique fantôme par un vote massif, au profit d'un bureau plus représentatif et plus intéressé aux problèmes des ouvriers. Le nouveau bureau se trouve d'emblée confronté à des problèmes très variés :

- problèmes individuels :

exemples :
+ un ouvrier a été promu, par ancienneté et surtout grâce à la qualité de son travail, agent technique. Quelque temps après cette promotion, il est rabaisé et son salaire diminué. Seul le raison invoquée par l'administration : l'ouvrier est analphabète.

+ un certain nombre d'ouvriers n'ont pas eu de congés depuis longtemps ; quand ils réclamaient leurs congés l'administration faisait la sourde oreille.

- problèmes intéressant

tous les ouvriers : la direction a annoncé aux ouvriers que certaines primes seront éliminées cette année vu que l'usine est déficitaire. Le bureau syndical essaye alors d'engager des discussions avec l'administration, mais celle-ci refuse et accuse les représentants des ouvriers de faire de l'agitation ; le bureau revient à la charge une deuxième fois (en vue de discuter seulement), mais cette fois accompagné de 6 ouvriers venus exprimer les doléances et les revendications de leurs camarades, pour prouver au directeur que le bureau syndical n'agit pas tout seul. Le directeur renvoie tout le monde à force d'injures et de menaces. Les ouvriers et les représentants vont rendre compte à tous les ouvriers de tout ce qui s'est passé, et les ouvriers décident de faire la grève.

Conséquence : Le bureau syndical se scinde, 3 délégués sont pour la grève, 3 sont contre. Les 3 qui sont contre mettent la direction au courant ainsi que la police et les autorités locales.

Le jour de la grève, dès 5 heures du matin, le délégué était à l'usine accompagné d'un fourgon de police.

Face à la menace de répression et vu que l'effet de surprise ne pouvait plus jouer, les ouvriers ont décidé d'ajourner la grève, de la reporter à une autre date bien que bon nombre d'entre eux voulaient maintenir la date initiale.

La grève n'eut donc pas lieu, mais l'administration s'empressa de renvoyer les

3 syndicalistes qui étaient pour la grève. Il va sans dire que les motifs de licenciement relèvent du plus pur mensonge. L'un des 3 délégués par exemple, a été renvoyé pour incompétence professionnelle. Or juste un mois auparavant, l'administration lui avait accordé une prime d'encouragement... Le deuxième a été renvoyé pour agitation et appel au désordre ; c'est ainsi que l'administration qualifie le travail des syndicalistes authentiques ; le troisième a été renvoyé pour mensonge (??).

Les 3 délégués sont venus alors à Tunis et ont contacté la direction de l'U.G.T.T. qui, après maints contacts avec les autorités (gouverneur, délégué, directeur de l'usine) a obtenu leur réintégration. Mais il est à signaler que ces 3 délégués n'ont à aucun moment cédé aux manoeuvres d'intimidation telles que les lettres d'excuses qu'on leur demandait en contrepartie de leur réintégration et qu'ils ont toujours bénéficié du soutien de tous leurs camarades qui se serait exprimé par une action ou une autre si les 3 délégués n'avaient pas été vite réintégrés à l'usine.

A la suite de ces événements, H. Achour s'est déplacé à Menzel Bourguiba et il y a eu un meeting présidé par lui, Charchour et le gouverneur de Bizerte qui, bien sûr, se sont mis à parler et n'en plus finir.

Quand le secrétaire général de l'U.G.T.T. a pris la parole, et dès qu'il a annoncé la réintégration des 3 ouvriers syndicalistes renvoyés d'El Fouledh, les ouvriers (surtout ceux d'El Fouledh) ont levé les doigts et se sont mis à scander : nous voulons parler, donnez-nous la parole ! La réponse de Achour a été : "Je reviendrai une autre fois et je prendrai tout le temps nécessaire pour discuter avec vous et recueillir vos recommandations et vos suggestions." Il y avait alors au premier rang des ouvriers qui ont proclamé qu'il n'y a rien à attendre de l'U.G.T.T. et du parti, et que Achour et Charchour étaient venus perdre notre temps et essayer de mettre les ouvriers dans leur poche. Les ouvriers ont beaucoup insisté pour prendre la parole, mais Achour et Cie ont refusé de les entendre en promettant une autre rencontre qui se fait toujours attendre.

A la sortie, les officiels ont été bloqués par les ouvriers qui voulaient parler ; il a fallu l'intervention de la police pour dégager la route aux responsables du parti et de l'U.G.T.T. C'était pour les ouvriers une manifestation concrète du rôle de l'appareil répressif, protecteur des hommes du Destour et de tous ceux qui se sont mis à leur solde.

LUTTE A sidi-thabet

C'est à la suite du colloque de l'UGTT du 10/11 juillet et de ses répercussions immédiates que nous avons mené un travail d'enquêtes dans les secteurs les plus touchés par la répression qui s'exerce quotidiennement contre la classe ouvrière. Nos efforts nous ont permis de reconstituer ce qui s'est passé dans ces secteurs et nous ont montré les grands problèmes sociaux et politiques qui ont obligé la direction de l'UGTT à organiser le colloque susmentionné. Nous reproduisons ci-après quelques révélations, documents à l'appui, concernant la lutte du Syndicat Agricole en général et partiellement son combat dans une unité économique où la lutte est des plus aigues : le Centre d'élevage de Sidi Thabet.

1) Quelques données sur le Centre d'élevage de Sidi Thabet : Ce Centre existait déjà du temps de la colonisation ; il a été créé voilà plus de trente ans. Il regroupe actuellement 300 ouvriers dont la moitié sont spécialisés dans l'élevage agricole, des chevaux de race. Tous ces travailleurs sont soumis au statut d'ouvriers agricoles, sans que ne soit tenu compte de leur spécialisation. Ce statut inique entérine et légalise une situation des plus aberrantes : les ouvriers de Sidi Thabet ne bénéficient pas du congé payé, ils n'ont droit ni à l'allocation de maladie ni à la prime de vieillesse. De plus, depuis quelques mois, leur situation, au lieu de s'améliorer, ne fait que se détériorer jour après jour ; ceci se manifeste entre autres par la diminution de certaines primes, dont celle de technicité. En effet, un conducteur de tracteur qui touchait, il y a 5 mois, une prime de 289 millimes par jour, ne perçoit plus aujourd'hui que 165 millimes ; on constate donc une diminution de 42% de la prime. Et ces diminutions ne sont pas accidentelles, mais s'inscrivent au contraire dans le cadre de la politique d'après septembre 69, dite "d'assainissement".

2) Les revendications des ouvriers du Centre d'élevage de Sidi Thabet : A la lumière de ces données, nous pouvons nous faire une idée claire des revendications des ouvriers de ce Centre. Ceux-ci demandaient :

- i- la reconnaissance de leur spécialité ;
- ii- le bénéfice du statut d'ouvriers de l'Etat, qui tiendra compte de la spécialité de chacun ;
- iii- la jouissance des allocations familiales, d'ancienneté, de spécialisation, de maladie, de vieillesse, etc. Remarquons, en passant, que certains ouvriers qui ont travaillé pendant plus de 30 ans dans le Centre, ne bénéficient d'aucun de ces droits ;

iv- la réglementation du temps de travail à une durée de 48 heures par semaine, etc...

3) L'affrontement avec les responsables : Tel est le cadre dans lequel s'inscrit l'affrontement récent entre ouvriers et bureau syndical d'un côté, et les responsables de l'administration du Centre de l'autre. L'exploitation éhontée, séquelle de la colonisation, est ressentie durement par chacun des travailleurs. Dans cette atmosphère surchauffée, le délégué syndical, non encore pourri par les mille et une façons utilisées pour corrompre tout représentant ouvrier, reste combattif et dynamique. S'ajoute à tout cela l'existence d'une vieille tradition de lutte et de solidarité chez les ouvriers de Sidi Thabet.

L'affrontement a éclaté à l'occasion des trois faits suivants :

a- la mise à pied pour 3 jours du délégué syndical qui commençait à gêner l'employeur ; le délégué sanctionné est allé demander la protection du syndicat (de l'Agriculture). Celui-ci a obtenu de l'employeur la levée de cette mesure. Mais lorsque le délégué syndical a voulu reprendre son travail, le responsable du Centre lui a signifié qu'il serait mis à pied pendant la durée d'un mois (!) afin qu'il comprenne à quoi mènent les plaintes auprès du syndicat et les interventions de celui-ci ;

b- l'éloignement d'un autre délégué syndical pour les mêmes motifs, qui a été muté à 15 km environ de son lieu de travail, afin de le couper de sa base syndicale ; et comble de basse vengeance, on lui a interdit de bénéficier du moyen de transport qui fait la navette entre le Centre et son lieu de mutation ;

c- la mutation de 5 ouvriers de la base qui se sont faits remarquer par leur combativité. Pour protester contre cette mutation, ils ont refusé de rejoindre leur nouveau lieu de travail. Et depuis le 5 juillet, ils sont devenus chômeurs.

A la suite de ces vexations, ces brimades et ces tracasseries, les ouvriers du Centre d'élevage de Sidi Thabet, se sont réunis en Assemblée Générale. Après avoir dénoncé les mesures arbitraires qui ont porté atteinte à leur intérêt, ils ont voté à l'unanimité une motion et ils ont envoyé un télégramme à l'UGTT (cf. Motion de protestation et Texte du télégramme envoyé à l'UGTT).

(Suite page 8)

ENQUETE : Les Mineurs

3

Parler d'un mineur, c'est dire tout ce que l'on peut dire d'un misérable, d'un pauvre. L'ouvrier dans n'importe quelle mine, mène une vie triste avec sa famille. Chez lui, on ne trouve aucune trace de confort. Ils habitent soit dans un gourbi soit dans les maisons populaires à 2,5 dinars sans eau et dont la grande majorité sans électricité. Là-dedans, c'est la misère que vous lisez sur tous les visages qui vous rencontrent, une alimentation très pauvre : c'est rare de manger de la viande à 1 dinar le kg, ainsi que les fruits qui reviennent très cher. Dans les mines, le menu est presque toujours le même : du cous-cous, de la pâte ou du pain cuit à la maison. Tous sont pauvrement vêtus. La veste du père (bleu) est fréquemment portée par un des fils, lui tombant jusqu'aux genoux. Les autres, de la mère aux petits sont habillés de pièces de friperies et encore chères pour eux. Les écoliers font de la peine aux passagers quand ils vont à l'école. Ils sont pieds-nus ou avec des chaussures qui n'ont pas la même forme. Allés à l'école, ils sont humiliés, déçus, quand ils trouvent leurs semblables dont les pères sont mineurs aussi mais fonctionnaires, bien habillés, bien nourris, venant d'une belle maison où il y a tout le confort, et, à l'école, ils sont les plus faibles, généralement, car le père ne peut aider ses fils. L'alimentation a aussi son rôle à jouer. Plusieurs d'entre eux sont renvoyés. Ils sont chômeurs ou rarement mineurs, pour ceux qui ont atteint l'âge d'entrer dans la mine. Très rares sont ceux qui suivent des études supérieures.

Mais le plus triste, ce n'est pas de voir les écoliers allant à l'école, mais de voir leur père aller au travail ; un sac de poil au dos (en peau de chèvre ou de chameau) ; la pelle et la pioche aussi ; une lanterne à la main ; pauvrement vêtu, se dirigeant vers le train. Là-dedans tous sont calmes, on dirait un enterrement. Les visages pâles, on dirait qu'ils se dirigent vers la guerre et c'est juste, c'est la guerre avec la montagne. Ils vont à la "vallée de la mort", nombreux sont les morts accidentés et journalièrement, les blessés. Les chefs iront en petites voitures qui viennent les chercher chez eux.

EN MINE

Nous voilà en mine. Le climat est presque toujours le même, frais en été, tiède ou presque chaud en hiver, ce qui fait que presque la majorité travaille en short et en tricot. Là-dedans, il y a le tunnel principal où circulent les trains qui portent le phosphate en dehors de la mine ; et ensuite, il y a d'autres tunnels, mais plus petits, bordant le tunnel prin-

cipal des deux côtés et perpendiculairement à lui. C'est là d'où on tire le phosphate. Le tunnel principal s'étend à des dizaines de kilomètres et dans chaque petit tunnel, il y a un chantier de 8 à 10 ouvriers, avec eux un chef chantier, ensuite viennent les maîtres mineurs qui désignent le travail avec l'aide des ingénieurs de mine.

Le travail est très dur. Avant de commencer l'extraction d'un tunnel, il y a un chantier de boiseurs qui s'occupe de soutenir le plafond à l'aide de poteaux de bois qu'on appelle les cadres. Mais toujours il y a des blocs qui tombent et qui entraînent des accidents et des blessés. Les mesures de sécurité n'ont pas de valeur devant les dangers de la mine.

Après le service des boiseurs, viennent les mineurs. Ils trouvent devant eux un mélange de marne et de phosphate qu'on a fait tomber à l'aide de mines (explosifs). Ils doivent enlever les plus grosses pierres de marne et après remplir le nombre demandé de mètre-cubes (m³) pour assurer le salaire complet. En cas de manque de m³, on ne touchera qu'une part du salaire.

Le phosphate peut se trouver en grande quantité dans une place et manquer dans une autre, ce qui fait que les mineurs ne fournissant pas la quantité demandée ne seront pas bien payés par rapport aux autres. Après tout ce travail, l'ouvrier est mal payé : quelques fois il sort avec un salaire de 125 millimes. Quelques fois, en fin de mois, il ne leur reste rien sur leur fiche de paye. On dit il est sorti (débit). Les retenues sont très nombreuses : pour le syndicat, la cellule destourienne, l'équipe de sport, frais de location pour ceux qui habitent dans des maisons populaires (2,5 dinars). Ils payent même le carburé d'éclairage à l'aide de quoi ils travaillent.

Comment avec ce faible salaire, un ouvrier peut-il vivre avec une assez importante famille ? ce qui est le plus fréquent. En ce moment les ouvriers préfèrent rester chez eux que d'aller apporter un faible salaire. Comme cela, on serait obligé d'augmenter les salaires, de prendre des mesures de sécurité plus grandes pour avoir un plus grand nombre d'ouvriers. Parce que ces derniers jours, il y a presque 70% d'absences dont 15% causées de maladies et d'accidents et 55% ne voulant pas aller au travail.

Les ouvriers se sentent fatigués pour rien. Ils préféreraient rester à la maison. On les a menacés en fermant prématurément la mine pour 4 mois ; si c'est toujours la même chose, la fermeture sera, d'après ce qu'on dit de 3 ou 4 mois.

(suite page 5)

L'UGTT ET L'AGRICULTURE

(enquête)

Conjoncture économique:

-conséquences des inondations de l'automne 69
-arrêt des chantiers de mise en valeur dans l'agriculture:
+travaux hydrauliques
+forêts
-arrêt de travail dans les mines de phosphate du sud
-arrêt partiel dans les chemins de fer
-manque de ravitaillement en produits alimentaires des zones isolées de l'intérieur dépendant du nord: farine, semoule et légumes.

Conjoncture politique:

-maladie de Bourguiba
-lutttes de clans au parti
-coup d'arrêt dans la politique d'étatisation dans l'agriculture
-limogeage de Ben Salah
-remise en cause du secteur coopératif.

Conjoncture sociale:

-mineurs du sud non payés
-grèves dans ce secteur
-les cheminots, les ouvriers des transports en grève
-dans le secteur agricole, licenciements des ouvriers agricoles, des coopérateurs ou travailleurs des chantiers de chômage
-augmentation du chômage dans l'agriculture est passé de 15.000 à 30.000, et ceci de sept. 69 à janvier 70
-démobilisation des cadres moyens: techniciens et ingénieurs qui étaient occupés dans le secteur agricole:
+blocage du recrutement d'agents techniques, d'ouvriers spécialisés sortis des collèges moyens des centres de formation professionnelle
-malaise chez les élèves du secondaire agricole et les étudiants en agronomie: avenir incertain, manque de débouchés et de perspectives de travail enthousiasmant.

Conjoncture financière:

-dans le cadre de l'assainissement de la situation financière, l'état réduit le budget d'investissement des grands travaux de mise en valeur: barrages, équipement hydraulique, reboisement etc...
-les ouvriers payés sur le titre sont menacés de licenciement, leurs salaires sont distribués irrégulièrement et avec un grand écart: 5.000 à 8.000 ouvriers du ministère de l'Agriculture se trouvent dans cette situation; l'ex ministre de l'Agriculture Farhat, a annoncé, à l'occasion de l'AfA Essegir, qu'il existe 5.000 agents de trop dans son ministère.

Conditions objectives et subjectives

la campagne de critique lancée à l'encontre de l'ancienne équipe Ben Salah que la masse ne dissocie pas de celle actuellement au pouvoir, a permis aux gens d'attaquer le régime dans son ensemble, surtout sa politique sociale et économique. Les autorités régionales ont perdu leur pouvoir d'influence et

d'intervention qui s'étendait à tous les secteurs économiques. On cite le cas de quelques délégués qui ont été malmenés par des personnes lors de certaines réunions; on traite ouvertement tel gouverneur ou tel délégué de voleur, profiteuse, corrompu... Les catastrophes de l'inondation ont en plus démasqué l'impuissance des autorités régionales à faire face aux problèmes posés. Les distributions de secours se sont

faites de façon inégale et ont permis quelques spéculations qui ont fait la fortune de quelques commerçants et ont servi à remplir les caisses de l'Etat. On cite l'exemple des couvertures qui devaient à l'origine servir aux sinistrés, qui ont été mises en vente dans les étalages des magasins, et les tentes, vendues comme matériel de camping.

La petite paysannerie, expropriée et exaspérée par les fausses promesses d'un avenir radieux qui ne se réalise pas, a récupéré ses lopins de terre pour les louer, immédiatement après, aux gros propriétaires pour un ou deux sacs de blé, d'autant plus qu'elle s'est trouvée dépourvue de tout moyen de production: cheptel, semences en somme dépourvue de tout. Les ouvriers agricoles, ex-coopérateurs sur le noyau domanial, n'ayant rien à récupérer, se sont trouvés en face d'un avenir tout à fait incertain, ne sachant pas si le noyau domanial restera en coopérative, sera vendu aux gros propriétaires, récupéré par l'Etat ou distribué en petits lots à leur profit. Ils ne croient pas du tout en cette dernière éventualité, c'est pour cette raison que certaines oppositions se sont manifestées. Les revendications des coopératives, essentiellement dans la région du Kef et dans les oasis du sud. Le peu de revenu qu'ils tiraient de la coopérative (40 à 70 dinars par coopérateur et par an) est du jour au lendemain remis en cause. La rumeur qui par la suite s'est révélée comme étant vraie, de vente des terres des coopératives aux gros propriétaires a encore accentué ce malaise. La politique agraire actuelle, qui consiste à former une caste de colons-techniciens, pour gérer les fermes étatiques organisées en agro-combinats, a confirmé les ouvriers agricoles dans leur crainte.

Les effets de la réforme de l'enseignement:

Les conséquences de cette réforme annoncée et qui se traduit par le renvoi de 90.000 élèves dont 70.000 du primaire, touchent essentiellement les enfants de la petite paysannerie, et des ouvriers agricoles; l'annonce de la fermeture de certaines écoles "isolées" et "non rentables", d'une dizaine de centres professionnels ruraux et de quelques collèges

de moyens d'agriculture, a provoqué la colère généralisée des masses populaires et en particulier de la paysannerie pauvre. Le caractère antidémocratique et ant-social de cette "réforme" est manifeste, d'autant plus qu'on n'offre à ces "déchets", comme on les appelle dans le langage officiel, que de gonfler le nombre de chômeurs ou l'émigration organisée et contingente par l'intermédiaire de l'Office de la Formation Professionnelle et de l'Emploi, dont les capacités ne permettent que d'accueillir 10.000 par an. Mzali, alors ministre de l'Education Nationale, dans un de ses discours, a même proposé de réaménager la législation du travail, afin de créer un corps d'apprentis pour que les exploitateurs puissent embaucher des enfants âgés de moins de 17 ans et les payer en dessous du salaire légal minimum. C'est le retour à l'exploitation médiévale éhontée et hypocrite des enfants.

Le regain du syndicalisme en Tunisie:

C'est dans cette atmosphère de mécontentement généralisé, qu'une libéralisation économique n'a fait qu'accentuer, avec toutefois un enthousiasme chez la petite bourgeoisie très vite dissipé, qu'on assiste à un regain et à un développement du syndicalisme revendicatif. Ce dernier s'est manifesté essentiellement dans le secteur minier et de transports. Face à ce mouvement, le pouvoir s'est trouvé acculé à faire appel à un vieux syndicaliste, Habib Achour, à la tête de l'UGTT pour l'utiliser, afin d'apaiser le mécontentement et de désamorcer ce mouvement. Bahi Ladgham, dans un discours en janvier 70 à Sfax, disait, en parlant de Habib Achour: "La Tunisie est fière de disposer d'une réserve d'hommes valables auxquels elle fait appel pour des missions diverses, lorsque la situation l'impose... Nous sommes convaincus: Habib ACHOUR saura venir à bout des difficultés auxquelles l'U.G.T.T. est confrontée." Ce retour de Habib Achour à l'U.G.T.T. a été interprété par une partie de la classe ouvrière comme une victoire et une réhabilitation du syndicalisme et comme une reconnaissance de leurs droits revendicatifs. Les mineurs du sud et les cheminots de Sfax-Gafsa ont réclamé publiquement ce retour de Habib Achour. En réalité, comme le laissait entendre Bahi Ladgham, c'est le pouvoir en difficulté qui s'était trouvé obligé de faire appel à H. Achour, qui apparemment fait partie de leur "réserve d'hommes valables", pour museler la classe ouvrière et désamorcer sa lutte. En contre partie le pouvoir a laissé toute la latitude à Habib Achour pour réorganiser tous les syndicats de base, toutes les Unions régionales et les Fédérations. Cette campagne de réélection de tout l'appareil de l'UGTT coïncide avec une situation économique très critique des ouvriers et des petits fonctionnaires.

Les délégués élus ont été choisis avec une liberté relative par les syndicats de base qui insistent sur la trahison des anciens représentants syndicaux qui ne cherchaient que leurs propres intérêts et qui étaient vite corrompus par une promotion ou une titularisation. Dans une des réunions, les ouvriers ont refusé d'élire un délégué "parcequ'ils en ont marre de se faire rouler". Dans une intervention, un ouvrier a dit, parlant de l'UGTT: qu'elle "garde le 15 qu'elle nous vole, si c'est ça qui l'intéresse". Par contre, dans d'autres localités, le nombre d'adhérents a enregistré une nette augmentation de 20 à 30%. La politique de discrimination pratiquée par le pouvoir pour diviser la classe ouvrière en plusieurs catégories plus ou moins exploitées: ouvriers permanents ou temporaires, ouvriers payés sur titre 1 et titre 2, et ouvriers catégorisés et la masse des ouvriers agricoles sans statut, sans allocations familiales, ni congé payé, ni sécurité sociale, a tenté d'affaiblir la solidarité entre ouvriers et semer la discorde parmi eux; ceci s'est manifesté lors de plusieurs réunions syndicales. Par exemple au Congrès du Syndicat général de l'OMVM, où les responsables sont connus pour leur arbitraire, une bagarre a failli éclater entre ouvriers permanents pour la plupart syndiqués et payés sur fiche de paie et ouvriers agricoles non syndiqués payés à la quinzaine sur feuille d'attachement. Un des ouvriers permanents a invité ses pairs à quitter la salle de réunion tant que les ouvriers agricoles non syndiqués y étaient. A cet instant surgit de la salle de réunion un ouvrier agricole qui fait une intervention dont voici les termes: "camarades, le syndicat est le nôtre et n'importe quel ouvrier a le droit d'y adhérer; le syndicat est d'ailleurs fait surtout pour les ouvriers dont les droits sont bafoués, les ouvriers sans statut, sans allocations familiales, sans congé de maladie, sans sécurité sociale, c'est à dire en priorité les ouvriers agricoles. Je propose -il brandit de la main un paquet- qu'on autorise tous les présents non syndiqués à remplir tout de suite leur bulletin d'adhésion, je m'en suis procuré des dizaines. A ceux qui ne sont pas encore syndiqués de se présenter". Et il commença à distribuer les bulletins d'adhésion. La solution proposée fut approuvée par la majorité des présents malgré les protestations de quelques ouvriers privilégiés, contre-maitres, chefs d'équipe, candidat aux élections, qui voyaient ainsi leur position de futurs élus menacée par ce renversement de la situation.

Les Revendications présentées par les ouvriers:

Dans toutes les réunions syndicales les revendications sont sensiblement les mêmes.

a) intégration de tous les ouvriers dans le cadre d'ouvriers permanents, suppression donc des cadres d'ouvriers temporaires payés sur titre 2 et sur projet à durée limitée.

b) droit de tous les ouvriers à la sécurité sociale; en effet avec la réforme récente de la santé publique, tous les soins dorénavant payants, du fait du retrait massif de la "carte d'indigence" à tous ceux dont le revenu annuel est égal ou supérieur à 100 dinars, c'est à dire tous les ouvriers impossibles. Il faut rappeler que ce seuil était il y a deux ans à 180 dinars.

c) droit de tous les ouvriers à des congés de maladie: pour un ouvrier non permanent toute journée d'absence est pointée même sur présentation d'un certificat médical. Ils ne sont payés que les journées effectivement travaillées. U ne malade peut condamner la famille d'un ouvrier à la misère. Comme la majorité des ouvriers est temporaire, 8.000 à 10.000 au ministère de l'Agriculture, cette situation est générale.

d) droit à la retraite: un ouvrier temporaire même s'il travaille toute sa vie ne peut pas avoir droit à la retraite. On cite le cas d'ouvriers qui ont travaillé de 20 à 30 ans, à leur décès, on était obligés de se cotiser pour payer les frais de son enterrement. Récemment la bourgeoisie au pouvoir a instauré une prime de vieillesse qui ne satisfait pas les ouvriers à cause de sa distribution inégale et arbitraire, selon le bon vouloir du patron, et à cause de la somme dérisoire qu'elle représente. Cette "prime" consiste en une somme forfaitaire de 12 dinars par trimestre et ne tient compte aucunement du nombre d'années que l'ouvrier en question a travaillé au cours de sa vie.

e) droit de tous les ouvriers à un travail stable: en effet les ouvriers temporaires sont soumis à des licenciements périodiques, et ils n'ont aucun droit de recourir à un conseil de discipline ou à un conseil de prud'homme; ce dernier est fictif vu qu'il ne peut se réunir et intervenir que dans le cas où il s'agit de licenciement massif. Cette condition est facilement détournable par les patrons qui licencient les ouvriers par petites doses. Les ouvriers de l'état sont en outre menacés dans le cadre de l'assainissement de la situation budgétaire décidée par le gouvernement de plus d'être licenciés.

Devant le mécontentement que suscitent les licenciements massifs, le pouvoir a instauré un système de roulement qu'il compte appliquer à tous les ouvriers temporaires et qui consiste à faire travailler la moitié des ouvriers pendant une quinzaine et l'autre moitié la quinzaine suivante. Ceci se traduit par la réduction des salaires de moitié et la suppression de l'allocation familiale. Ce système accentue de plus en plus l'instabilité du travail, car l'ouvrier, sa quinzaine venue n'est pas du tout sûr de se faire embaucher de nouveau. La bourgeoisie n'arrête pas d'inventer des astuces pour exploiter de plus en plus la classe ouvrière et lui faire payer la note résultant de son impuissance à résoudre les problèmes économiques du pays.

— la mystification continue ... —

colloque de l'u.g.t.t.

Exploités jusqu'à la moelle de ses os, embrigadé par le parti de la bourgeoisie, la classe ouvrière, après des grèves sporadiques au début de l'année 70, a obligé ses "dirigeants" et les membres du gouvernement à écouter enfin ses doléances.

Certes la direction de l'UGTT pratique toujours la collaboration entre les responsables syndicaux et les membres du gouvernement. La présence du ministre des Affaires Sociales au colloque du 10/11 juillet, qui a eu lieu à la Bourse du Travail à Tunis, montre bien que les dirigeants de l'UGTT ne sont pas décidés à rompre cette honteuse collaboration qui a coûté si cher au prolétariat et à mettre en pratique ce principe combien juste: "La libération de la classe ouvrière est l'œuvre des travailleurs eux-mêmes".

Cependant il n'est pas moins vrai aussi que les représentants ouvriers au cours du colloque, n'ont pas hésité à exprimer les revendications politiques et économiques du prolétariat et à dénoncer l'exploitation et les humiliations que subissent les travailleurs tunisiens. Les interventions des délégués syndicaux ont mis en lumière la détérioration continue de la situation économique et sociale des ouvriers.

L'aggravation de la crise économique et l'absence de mesures cohérentes et énergiques de la part des pouvoirs publics pour faire face à la dégradation de l'économie nationale, ont entraîné une situation sociale extrêmement tendue qui se manifeste par une baisse très importante du pouvoir d'achat des classes laborieuses, due à la flambée

des prix, par l'usage intensif du licenciement et par le développement du chômage.

Les responsables du licenciement sont aussi bien les patrons des entreprises privées (bâtiments, industrie alimentaire, industrie touristique, etc.) que les responsables du secteur public (STEG, OMVVM, etc.).

Pour réaliser des surprofits, les employeurs n'hésitent pas aussi à aller à l'encontre de leurs propres lois et à faire travailler les ouvriers plus que la durée légale, ou encore à recourir à des règlements intérieurs qui obligent les ouvriers à peiner pendant des heures au delà du temps légal sans aucune contrepartie. L'exemple le plus scandaleux est celui des mineurs de la région de Mateur. Dans cette région, les mineurs, pour pouvoir subvenir à leurs besoins, doivent travailler de 10 à 15 heures par jour (mine de Thane), d'autres sont tenus, pour réaliser les normes de production fixées par l'employeur de travailler bénévolement un certain nombre d'heures extralégales (mine de Tamra).

On aurait tort de croire que le détournement de la loi s'arrête là. En effet, les délégués syndicaux ne bénéficient d'aucune protection. Il suffit qu'ils tentent d'accomplir leur devoir pour qu'ils soient l'objet de plusieurs pressions de la part de l'employeur; la mutation est monnaie courante en Tunisie.

Ne parlons pas des inspecteurs de travail et des conseils de prudhommes qui, quand ils existent, jouent un rôle quasi nul. Faut-il rappeler

le cas d'un délégué syndical qui travaille depuis neuf ans dans une entreprise de construction et qui n'a jamais pu entrer en contact avec l'inspecteur du travail. De plus, le Conseil de Prudhommes, selon la loi, ne peut se réunir qu'en cas de licenciement collectif, ce qui permet à l'employeur de recourir au licenciement individuel pour détourner la loi.

Le prolétariat est de plus en plus conscient de son exploitation et de son humiliation. Le travailleur se rend compte de la détérioration de son pouvoir d'achat, de la réalité du chômage qui le menace et de l'insécurité permanente dans laquelle il vit à cause des accidents de travail, des maladies et de l'absence de prévention et de soins médicaux suffisants. L'ouvrier est conscient aussi des grandes difficultés qu'il a pour trouver un logement décent à prix modéré, du danger de délinquance qui menace ses fils, exclus des écoles primaires et secondaires, et enfin du dénuement qui risque de s'abattre sur lui pendant ses jours de vieillesse.

Les marxistes-léninistes et les progressistes tunisiens, tout en sachant que seul un régime prolétarien arrivera à supprimer complètement l'oppression et l'exploitation des travailleurs, appuient fermement la classe ouvrière dans toutes ses revendications légitimes et son droit de vivre dignement et décentement.

A bas les licenciements et l'extension du chômage !

Pour la réintégration des travailleurs congédiés !

Pour la liberté syndicale !

A bas la dictature de la bourgeoisie !

les mineurs (SUITE)

Comme ça les ouvriers seront obligés de travailler dans ces conditions, mais on ne croit pas à ça. Ils ne retourneront au travail que si les conditions seront meilleures, et avec un salaire digne de ce travail de "vie ou de mort".

- près de 2600 ouvriers + 400 cadres et 15 ingénieurs.

- environ 1000 maisons populaires (2 pièces + cuisine + WC)

- salaire : 0 D. 7 pour 40 m³; ils arrivent parfois à 0 D. 1,25; généralement 0 D. 4.

- semi-prolétaires : ils sèment quand il pleut.

- syndicat : rôle local uniquement. Septicisme. Un délégué représentatif.

- la mine n'est pas très productive à cause des absences.

- Une nouvelle mine, dans le prolongement, commence à travailler.

- pas assez de boiseurs ni de bois.

- marteau piqueur et dynamite utilisés.

- 3 écoles primaires + un jardin d'enfants pour les fils de cadres.

- plus de crédit à la cantine (épreuve de force en 69, pour le paiement par bons : grève d'une demie journée).

Lisez, diffusez,

notre brochure n° 6

"La voie tunisienne vers le socialisme"

Réponse au révisionniste Harmel

Lisez, diffusez, soutenez "PERSPECTIVES TUNISIENNES"

Organe du G.E.A.S.T.

Révolution Palestinienne : les complots

La radicalisation de la lutte du peuple palestinien a eu pour conséquence de clarifier la situation au Moyen-Orient et de déterminer le contenu réel du soutien accordé à la résistance palestinienne par les pays arabes. Avant l'apparition des organisations palestiniennes, les États arabes affirmaient qu'ils étaient à l'avant-garde de la lutte contre Israël. Cette prise en main du problème palestinien par les gouvernements masqua la contradiction principale par une contradiction secondaire. Le conflit qui oppose essentiellement le peuple palestinien à l'État sioniste d'Israël était noyé dans celui qui oppose l'ensemble des pays arabes à Israël. Ceux-là, en plus du torde qu'ils consacraient à la libération de la Palestine, mystifiaient leurs propres peuples.

LA LIBÉRATION DE LA PALESTINE SERA L'ŒUVRE DU PEUPLE PALESTINIEN

Jun 57 a porté un coup à la mystification. La résistance s'affirme chaque jour davantage comme la force principale dans la lutte contre l'État sioniste d'Israël et ses maîtres impérialistes. L'arrivée au premier plan de la résistance est dû principalement à deux facteurs :

- La radicalisation de la lutte du peuple palestinien. La résistance palestinienne ne joue pas le rôle d'une avant-garde armée coupée du peuple. Un travail d'éducation politique et de mobilisation populaire a permis de mettre sur pied une milice populaire qui joue, chaque fois qu'il y a affrontement avec les forces réactionnaires, un rôle important dans la défense de la révolution et de ses acquis. Ces acquis sont aussi d'ordre social : les combattants palestiniens aident les paysans à se regrouper, ils participent à la production, ils organisent des cours, ils soignent les malades....

En menant le combat sur le triple front de la lutte armée, de la lutte politique et de la lutte sociale, la résistance palestinienne s'engage dans la voie d'une radicalisation conséquente.

- L'acceptation des solutions pacifiques par certains États arabes, qui a confirmé la nature des régimes pro-impérialistes et les limites des régimes nationalistes manipulés par le social-impérialisme soviétique. Dans ce cadre le destour joue un rôle important.

INITIATIVES DESTOURIENNES :

Aujourd'hui la diplomatie destourienne se décline au Proche-Orient. 1) Bourguiba réunit un sommet arabe pour mettre fin aux affrontements de Jordanie. Ce faisant, le destour cherchait moins à épargner la résistance et lui permettre de continuer son combat contre l'État d'Israël qu'à écrire aux impérialistes américains déjà embourbés en Indochine, une nouvelle intervention au moment où Nixon cherche un statut-quo qui lui permettra de

pour suivre tranquillement son exploitation féroce des peuples du Moyen-Orient.

2) La diplomatie destourienne agit fébrilement au Moyen-Orient : Ledagan prend la tête d'un comité supérieur arabe, Massoudi se déplace de Beyrouth à Amman puis à New York. Ledagan entreprend une vaste tournée des capitales arabes. Le destour colporte un nouveau projet. Les américains, les sionistes et les capitulaires pensent aujourd'hui qu'un accord pacifique du type ne peut être trouvé sans la participation des palestiniens. Pour cela on trouve des "palestiniens raisonnables" et des "palestiniens extrêmes". Il s'agit donc de négocier avec les "palestiniens raisonnables", la constitution d'un État palestinien en Cisjordanie.

Le destour avec la bénédiction des impérialistes et les forces capitulaires, fomentent un nouveau complot contre la résistance en empêchant les palestiniens de libérer leur pays. Le gouvernement tunisien met tout en œuvre pour réaliser les nouveaux projets impérialistes après l'échec du projet d'annexion de la résistance palestinienne, au détriment des intérêts du peuple palestinien.

NOTES RIPOSTE

Dans ces conditions il est clair que l'une des contributions que nous pouvons apporter à la lutte du peuple palestinien c'est de combattre le régime destourien qui défend et propage la politique de l'impérialisme, pour être payé en retour.

Cela est d'autant plus évident que les luttes populaires dans le monde sont dialectiquement liées ; la victoire d'un peuple se répercute dans le sens du renforcement des luttes des autres.

Le président Mao dit fort justement à ce propos : "Dans leurs justes luttes, les peuples du monde se soutiennent mutuellement". Pour que le peuple tunisien contribue à la libération des peuples en lutte et pour qu'il se libère lui-même il n'y a qu'une seule voie : c'est organiser la lutte contre la bourgeoisie tunisienne pour la renverser.

Mais le rôle des progressistes tunisiens ne s'arrête pas là. Ils ont une tâche internationale qui consiste à propager au sein du peuple tunisien les thèses du comité central de la résistance palestinienne, à expliquer aux masses le "soutien" du destour à la résistance et son véritable sens, à informer les masses sur le travail militaire, politique et social de la résistance, en un mot à soutenir politiquement et matériellement la révolution palestinienne. C'est seulement en liant le soutien des luttes dans le monde à la lutte contre le pouvoir de la bourgeoisie pro-impérialiste en Tunisie que nous arriverons à donner à notre combat anti-impérialiste un contenu concret.

APRES

nasser

Il leur a toujours explo- sé entre les mains. Il c'est Nasser, leur c'est les puissances impérialistes. Pour ceux qui veulent parler de mystère et d'énigme, ce jugement est bien à la base du mystère de Nasser. Le fait est qu'il n'est pas cette énigme ou ce mystère. Au moment où il est bien modelé, bien "cuit", Nasser meurt. Grand vide et grande déception pour ces mêmes puissances impérialistes, union soviétique comprise. Il va falloir fabriquer un autre Nasser, il va falloir lui donner les dimensions de pierre d'une "nagana" meilleure solution pour tenir en laisse les peuples arabes les doter d'un leader, d'un seul. Donner à ce leader l'illusion qu'il est grand, indépendant et qu'il peut manoeuvrer. Ainsi, malgré tout, on aura travaillé à l'unification de cette nation et on aura ses désir et vellités d'unité et d'indépendance face à l'ennemi commun. La mort de Nasser et ce qui s'en suit peut illustrer cette duperie. On peut avoir l'impression que cette mystification s'est vérifiée et que tout, après cela, laisse prévoir un montage d'une machine bien rationalisée du même calibre, dans le même sens et avec les mêmes objectifs. Seulement cette campagne trahit un oubli qui en dit long. Ses auteurs sont incapables de voir juste. Comme tous les réactionnaires ils ont une conception idéaliste de l'Histoire. Nasser est le produit particulier d'une période historique particulière. Son régime, de par sa nature de classe, ne peut pas évoluer autrement. Si avec Suez, certains croient que Nasser est bien définitivement révolutionnaire, ceux-là sont bien embarrassés de démontrer en quoi il peut l'être avec l'acceptation du plan Rogers et dans d'autres situations et prises de position antérieures à l'acceptation de ce plan, par exemple cette autre acceptation celle de la résolution du 22 nov. (1) Encore si aux yeux de quelques uns, Nasser a fait du chemin (il n'y a qu'à voir

ses réalisations ajoutent-ils!) Il s'agit principalement de savoir par rapport à quel représentant de quelle classe? (et par conséquent réalisations au profit de quelle classe? de quelles couches sociales?) Par rapport à Farouk, il en a fait certes, et de qualitativement différent; par rapport aux représentants des ouvriers et paysans, qu'ils soient organisés ou non, Nasser était plutôt un ennemi de classe.

Reste l'influence qu'il a pu avoir, ou le prestige dont il jouissait, le problème est de trancher au près de qui, et comment et sur quelle base? Comme tout appareil d'État, avec tous ses corps et détachements

spéciaux, l'appareil d'État de la classe dominante en Égypte a propagé son idéologie: l'idéologie faite de mensonge, de mystification et qui se veut universelle. Avec les liens qu'il peut avoir avec l'impérialisme (plus haut) cet État a trompé ceux qu'il exploite même. Ainsi à l'exploitation s'ajoute l'oppression et l'une ne va pas sans l'autre. Après de ceux qu'il ne représente nullement, malgré toute démagogie qui lui est inhérente, objectivement, cet État ne constitue qu'un instrument de répression (économique et politique) Il n'en demeure pas moins que subjectivement Nasser, à la tête de cet État, se sentit comme un proche. Le travail des marxistes-léninistes est d'autant plus grand que cette influence, et ce prestige usurpés dépassent les frontières de l'Égypte.

Au delà de tout grossissement, l'ampleur des manifestations sous toutes leurs formes auxquelles a donné lieu le mort de Nasser sont à mesurer à leur juste mesure. Les tâches qui attendent les révolutionnaires sont à ce prix.

En Tunisie, n'est été la prise en main de la situation par le régime pour jucher toute initiative de la part des masses qui aurait débouché, comme l'expérience l'a démontré, sur une mise en cause du Destour, n'est été cette crise en main. C'aurait été les masses voulant ou qui aurait MANIFESTÉ. La raison profonde de cette MANIFESTATION ici et là dans ces aspects contradictoires, est l'étouffement, l'alternative d'une issue possible plutôt que l'expression d'une douleur pour un cher disparu. Les Marxistes-léninistes tunisiens, tous les marxistes-léninistes doivent le comprendre et s'en convaincre qu'en delà des apparences l'aspect essentiel de ces manifestations est plutôt l'expression d'une colère, celle de tous les opprimés, de tous les désespérés.

1) C'est véritablement dans sa politique intérieure que le régime nassérien n'a pu résoudre ses propres contradictions. Face aux masses populaires, sous Nasser l'État égyptien a maintes fois réagi. En février 1968 par exemple à Alexandrie dans une manifestation d'ouvriers et d'étudiants, cette réaction du fait naturel a fait des morts et des blessés!

L'UGET et la PALESTINE

L'échec évident du séminaire sur la Palestine tenu à Bizerte cet été, la protestation du G.U.P.S. contre les manoeuvres de l'U.G.E.T. en collusion avec le pouvoir tunisien et ensuite la condamnation du séminaire par le journal "FAITH" nous mettent en devoir de révéler certains faits, surtout que l'U.G.E.T. a essayé d'enterrer l'affaire. Alors qu'il était prévu de remettre les invitations au G.U.P.S., l'U.G.E.T. s'est contenté d'inviter les organisations étudiantes jugées pas trop réactionnaires, c'est-à-dire les organisations révisionnistes et même bourgeoises comme celles de l'Angleterre ou de l'URSS connues par leurs positions réactionnaires. Toutes les organisations qui soutiennent effectivement la révolution palestinienne n'ont pas été invitées. L'UNEP n'a été invitée qu'à la fin lorsque le G.U.P.S. a constaté son absence. La composition du séminaire devait permettre à l'U.G.E.T. de ne pas condamner explicitement le plan Rogers que la presse destourienne soutient et défend. De plus Massoudi n'a pas manqué de menacer d'annuler le séminaire si les participants en venaient à condamner dans le texte final "la manoeuvre de l'impérialisme américain de liquidation de la résistance palestinienne présentée sous la forme du plan Rogers".

Devant la complexité de l'U.G.E.T. avec Massoudi, la G.W.P.S. a quitté la salle en guise de protestation. Elle a été tout de suite suivie par l'UNEP, la délégation de l'Algérie fédérale et certains membres de l'U.G.E.T. Ceci confirme une fois de plus, malgré les professions de foi de la direction de l'U.G.E.T., que les Baccouches et consorts usent de la lutte des peuples à une fin démagogique. Quand on pratique une politique réactionnaire à l'intérieur d'un pays donné, la logique veut qu'en la pratique forcément sur le terrain de la lutte anti-impérialiste.

Il est véritablement dans sa politique intérieure que le régime nassérien n'a pu résoudre ses propres contradictions. Face aux masses populaires, sous Nasser l'État égyptien a maintes fois réagi. En février 1968 par exemple à Alexandrie dans une manifestation d'ouvriers et d'étudiants, cette réaction du fait naturel a fait des morts et des blessés!

NECESSITE DE LA LUTTE ⁷ contre la Police Parallèle

Il y a eu entre le 10 et le 14 septembre, 3 cas d'étudiants tabassés par les malabars de Zarg El Aïoun et Cie, en pleine rue et devant tout le monde. Voici comment les choses se sont produites pour deux d'entre eux : un jeune étudiant en droit, membre du comité du ciné-club, dont la seule caractéristique se réduisait dans le fait qu'il n'était pas destourien. A 11 heures du soir alors qu'il se trouvait dans un café, 3 types l'interpellent et sans façon, ils lui cognent dessus. Il lui est resté une machoire endommagée. Il est allé déposer plainte au poste de police. L'inspecteur s'est contenté de constituer un dossier sur cet étudiant.

Une après-midi, 5 barbouzes ont poursuivi 2 étudiants en plein avenue Bourguiba ; l'un d'eux est tombé entre leurs mains ; ils lui ont donné une raclée terrible. Il est allé lui aussi déposer plainte. Au poste de police il remarque parmi les agents de police et les inspecteurs, un des 5 agresseurs. Il en tire la leçon et s'en retourne chez soi.

CONSIDERATIONS POLITIQUES

L'analyse des événements de mars 68 et surtout du procès qui s'en est suivi et ses dénouements nous permet de tirer certaines conclusions : nous constatons que ce procès a été en définitive un échec patent pour le pouvoir. Il est peu probable que ce genre de procès soit recommencé et que le pouvoir fasse appel à la "justice légale" pour lutter contre la "boignée", etc. Il sait qu'il perdra toujours parce qu'un procès de ce genre nous donne :

- 1- une tribune où nous popularisons notre ligne et nos luttes ;
- 2- l'occasion de dénoncer le caractère antidémocratique et anticonstitutionnel de sa justice etc. ;
- 3- de mobiliser les révolutionnaires et les démocrates à notre cause, à l'intérieur des frontières comme à l'extérieur ;
- 4- de nous faire connaître en tant que mouvement et en tant qu'individus etc...

Et comme le régime ne peut pas se permettre de ne pas réprimer, il recourra nécessairement à sa police parallèle qui lui garantira deux choses :

- a- semer la terreur dans le rang des "agitateurs" ; donc en sévissant, il démolisse et désamorçe toute tentative de regroupement ;
- b- garantir pratiquement son immunité puisqu'il ne donnera pas ainsi l'occasion à ce qu'on puisse se saisir d'une affaire officielle... Il ne s'agira que de "bobardes", que de "rumeurs incontrôlées" auxquelles on ne peut ajouter foi" sinon on prêterait le flanc aux critiques de "non sérieux" etc.

CONSEQUENCE

Il en découle donc, qu'étant donné que la lutte contre le pouvoir ne peut en aucune façon être stoppée, que le pouvoir mettra en veilleuse les structures répressives de sa justice "légale" et recourra nécessairement de plus en plus à sa police parallèle. Sa police politique officielle ne restera pas inactive, bien sûr, mais elle aura de plus en plus de centre de recherche. Elle établira les dossiers les plus complets possibles sur les mouvements, les organisations, les militants dans l'opposition. Elle fera pour cela des interpellations en masse pour constituer des dossiers et elle gardera dans ses locaux le temps nécessaire, tous ceux qu'elle juge en mesure de lui donner des renseignements, sans les passer au juge d'instruction. Elle se contentera donc de faire un "travail scientifique" dont les résultats seront communiqués à la police parallèle, à qui elle donnera à l'occasion un coup de main.

Les derniers événements (étudiants tabassés dans la rue par des malabars) montre que cette analyse n'est pas sans

fondement puisqu'on assiste à la mise en pratique de cette politique.

APPEL A LA LUTTE

Il est hors de question qu'on se taise et qu'on se croise les bras ; il est hors de question qu'on se laisse faire.

Plus, il nous faut nous organiser sérieusement pour lutter contre cet ennemi.

Nous devons, pour accomplir cette lutte au mieux, certaines tâches à faire et une conduite à suivre dont voici l'essentiel :

1- Enquête sur la police parallèle, ses chefs, ses forces motrices, ses structures, les moyens dont elle dispose, les soutiens qu'elle trouve, les rapports de ses structures avec celles de l'Etat et du parti et avec la C.I.A. et autres, ses méthodes en se référant à l'époque de 55-56. (période de la liquidation yousséfiste) et celle de 68 contre nous. Ceci dans le but de connaître notre ennemi, de le dénoncer en règle, de pouvoir mieux le combattre.

L'annistie reste une exigence fondamentale

Contrairement à ce que le pouvoir veut faire croire, il y a en Tunisie, encore, de nombreux citoyens qui subissent encore la répression pour des délits politiques, le plus souvent pour des délits d'opinion : en prison se trouvent encore les condamnés du complot de 1962, condamnés à des peines sans rapport même avec celles prévues par le code pénal, et de nombreux citoyens arrêtés pour avoir exprimé des opinions non orthodoxes et souvent condamnés pour insulte au chef de l'Etat, sans parler de Ben Salah et de Tahar Kacem, manifestement condamnés politiques et de tous ceux que des gouverneurs-potentats ont emprisonnés sous divers prétextes, en fait parce qu'ils étaient "généralistes". Il y a aussi les nombreux travailleurs arrêtés à la suite des luttes ouvrières pour des revendications légitimes. Ces prisonniers ne sont en fait que des condamnés politiques que le pouvoir bourgeois veut présenter comme des prisonniers de droits communs ou des canailles incultes. En dehors de la prison, la répression administrative continue à s'exercer sur les anciens yousséfistes assignés à résidence dans diverses localités et ne bénéficient que d'emplois très précaires lorsqu'ils en ont, contre les condamnés de la Cour de Sécurité de l'Etat, encore assignés à résidence et privés d'emploi et contre nombre de citoyens considérés comme suspects et soumis à des mesures arbitraires, de surveillance administrative. Ne parlons pas de la pratique désordonnée établie de la suppression des passeports à tous les élé-

ments "subversifs" ou supposés tels, ni des multiples tracasseries policières qui qui vont de la surveillance à l'interrogatoire arbitraire que ces éléments continuent à subir.

L'article 8 de la Constitution garantit les libertés d'opinion, d'expression et d'association ; la police s'en joue et la justice se fait son complice. A l'heure actuelle, le gouvernement déploie tout son appareil de propagande pour faire croire à la restauration de la démocratie. Le peuple tunisien ne veut pas en être dupe alors qu'il voit bien que rien n'a changé en matière de répression. Mais il faut que les masses populaires en prennent conscience. L'affaiblissement du pouvoir c'est leur lutte qui l'a provoqué, et leur lutte consciente peut leur faire arracher des changements réels, un véritable respect de l'article 8 de la Constitution.

Dans ce cadre, il faut continuer plus que jamais à lutter pour une amnistie générale et inconditionnelle de tous les condamnés politiques. Car il est clair que toute proclamation du pouvoir envers la démocratie n'a aucun sens tant que les libertés (d'opinion et d'association) ne sont pas respectées et tant que la répression continue à s'exercer.

Obtenir le respect réel des libertés publiques et mettre fin à la répression en faveur de ceux qui ont été réprimés pour leurs opinions, voilà le préalable à la démocratisation de la vie politique en Tunisie.

2- Sauvegarde des éléments menacés directement. Ces éléments seront connus par leur opposition et par leur activisme.

Il s'agit donc :

- a- d'arriver à les connaître,
- b- d'éviter comme la peste la fréquentation des cafés, et c'est une règle générale pour tous les militants,
- c- de se déplacer le moins possible à pied,
- d- de s'armer (d'armes non interdites) afin de ne pas se donner bêtement sans défense, et la meilleure défense c'est, comme bien entendu, l'offensive. Nous ne sommes pas des agneaux.

e- un camarade visé ne doit jamais se déplacer seul. Il faut qu'un autre le suive de loin ne serait-ce que pour annoncer dans le cas où il est enlevé, tout de suite son enlèvement. C'est la seule façon de permettre une mobilisation immédiate au lieu de perdre un temps précieux souvent long pour établir avec certitude l'enlèvement; autrement, il faut attendre quelques jours pour s'apercevoir de l'absence de l'absent, quelques autres jours pour s'assurer qu'il n'est pas ailleurs (dans son bled d'origine par exemple).

3- Il faut, dès maintenant, lancer une campagne auprès de l'opinion démocratique nationale et internationale pour relever le défi, dénoncer les méthodes et donner au pouvoir à réfléchir. Une telle campagne par ailleurs (et c'est secondaire) permettra de faire la délimitation entre vrais et faux démocrates.

4- Plus que jamais la jonction, seule garantie contre la liquidation du mouvement révolutionnaire par la liquidation physique (possibilité très réelle) de ses militants, car tant que nous resterons entre nous -une minorité d'intellectuels archiconnus- le mouvement est facilement décapitable et le pouvoir n'hésitera pas à le faire dès qu'il le jugera nécessaire à sa survie.

EN CONCLUSION, prendre tout de suite l'offensive, ne rien laisser passer, relever tout, et tout utiliser pour la dénonciation.

ORGANISONS LA LUTTE ! INFORMONS-NOUS ET INFORMONS LES AUTRES !

Faites un acte militant.

Ne détruisez pas ce journal, passez-le à un ami.

8 grève du 11 novembre

sidi thabet

I. EXCLUSIONS ET RIPOSTES

La bourgeoisie au pouvoir a décidé de renvoyer un grand nombre d'étudiants et d'élèves. Ces exclusions ont touché près de 100 000 élèves et un millier d'étudiants. Devant l'attitude de Ayari qui affirme que les études sont non pas un droit mais un privilège, le mécontentement des étudiants et des élèves a pris de l'ampleur. La masse des étudiants exigent de l'UGET de prendre une position à partir des critères suivants :

-Proclamer que les études supérieures sont un droit et non un privilège et dénoncer ouvertement la position de Ayari.

-Continuer d'appliquer le système de cartouches et non le système d'inscription avec le droit de changer de faculté.

-S'atteler dès maintenant à définir un statut de l'université ainsi qu'un statut de l'enseignement secondaire et primaire. Ce statut doit être formulé par les étudiants et les lycéens avec la seule participation des enseignants.

Mais le BE de l'UGET persistait à s'opposer à la volonté de lutte manifestée par la masse des étudiants. En effet, Baccouche avait affirmé pendant une réunion de la CA, le 10 octobre 70 : "Aucune opposition sérieuse ne peut être manifestée face au gouvernement puisque ce dernier est décidé à appliquer sa décision coûte que coûte. La seule voie qui pourrait mener à un compromis consiste à adopter une position souple. Plutôt que de contester, il faut discuter avec le ministre de l'Education Nationale ; quant aux renvoyés, ils pourraient s'inscrire soit à l'ENPA, soit à l'école d'ingénieurs, soit à l'académie militaire. De plus, il ne faut pas que l'opposition fasse de ce problème un cheval de bataille pour l'année."

Ainsi, il est apparu clairement aux étudiants que la direction de l'UGET s'est rangée du côté du pouvoir et non pas du côté des étudiants en adoptant cette attitude qui revient à démobiliser les étudiants et à les empêcher de lutter pour leurs justes revendications.

Il était donc nécessaire que les étudiants prennent leur problème en main et décident entre eux des solutions adéquates. Dans ce cadre, le BE de la faculté des lettres décide de tenir une AG, le 10 novembre. Comme le directeur de la faculté des lettres, Khiri, refusait de laisser la réunion se tenir à la faculté si les étudiants ne lui fournissaient pas au préalable les textes des revendications, l'AG eut lieu en définitive à la rue Es-Sadikia.

La masse des étudiants était déterminée à faire grève, le 11 novembre, malgré les menaces de Ayari qui affirmait quelques jours auparavant : "Si vous continuez,

je ferme la faculté, et si ça bouge ailleurs, je ferme toute l'université. Je peux annuler toutes les inscriptions et on ouvrira de nouveaux dossiers dans lesquels l'étudiant signera qu'il s'engage à ne pas faire de la politique." (1)

La grève fut votée ainsi qu'une motion exigeant la participation des étudiants aux décisions administratives et cela malgré les manœuvres d'un membre du BE de l'UGET qui voulait détourner le problème en proposant de faire un débat sur l'enseignement.

Le 11 novembre, la grève a été massivement suivie à la faculté des lettres et soutenue par les étudiants des autres facultés. Mais la direction de l'UGET - comme à son habitude - s'empresse de condamner la grève, montrant clairement de quel côté elle était et le sens réel de ses professions de foi soit disant progressistes.

La riposte contre ces mesures antipopulaires est aussi venue d'ailleurs. Après les résultats désastreux du baccalauréat les lycéens ont manifesté devant les lycées, les lycéens de Sfax n'ont pas hésité à saccager les tableaux d'affichage. Les parents d'élèves exclus (en majorité ouvriers ou semi-prolétaires) sont allés manifester leur mécontentement devant les écoles et au ministère de l'éducation nationale, ce qui a contraint l'administration à réintégrer quelques élèves.

II. LE SENS DE CES EXCLUSIONS

Le problème des renvois n'intéresse pas uniquement les étudiants, mais l'ensemble des lycéens, des élèves et des parents ; il prend de ce fait une dimension nationale et il convient donc de lui apporter beaucoup d'attention.

Les renvois massifs découlent d'une politique de sélection. Cette politique sélective est une des formes de la répression qu'exerce la bourgeoisie sur les classes populaires. En effet, la répression ne consiste pas seulement à arrêter, à jeter en prison mais aussi à licencier un ouvrier ou à exclure un élève. Du reste, la répression des masses laborieuses est inhérente au système capitaliste (le régime en fait partie) qui, pour tirer le maximum de profit utilise tous les moyens répressifs.

Jusqu'à là, la sélection n'a pas pris un caractère aussi évident, c'est qu'au lendemain de l'indépendance, la bourgeoisie avait un besoin pressant en cadres pour s'assurer la machine d'Etat ; de ce fait, elle était obligée de faire appel aux "éléments d'élite" issus des diverses classes sociales. Mais, aujourd'hui, que les postes sont pourvus, les besoins de-

(1) Et Ayari, fait-il lui de la politique ? Il en fait. Certainement pas celle qu'il déconseille aux étudiants.

viennent moins importants et la bourgeoisie cherche à faire appel - autant que possible - aux "éléments d'élite" de sa propre classe. En effet, la sélection pratiquée dans les domaines du primaire et du secondaire élimine essentiellement les fils d'ouvriers, de paysans pauvres et de petits producteurs et laisse l'accès à l'université aux seuls fils de la bourgeoisie et de la couche supérieure de la petite bourgeoisie.

Ces mesures permettent à la bourgeoisie de :

-former un nombre de cadres correspondant au nombre de débouchés offert par un développement lent du capitalisme dans le pays ;

-limiter la contestation en barrant l'accès à l'université aux étudiants d'origine populaire.

Par les exclusions et les renvois, par la répression aveugle, la bourgeoisie croit pouvoir freiner les luttes, mais en réalité, elle entraîne des forces nouvelles dans la lutte. Aussi le proletré qui qualifie l'action de certains sots qui soulèvent une pierre pour se la laisser tomber sur les pieds s'applique-t-il parfaitement à la bourgeoisie. Plus la bourgeoisie réprime, plus les masses prennent conscience et entrent dans une lutte sans merci contre le système exploiteur. Ainsi, la bourgeoisie creuse elle-même sa propre tombe et forme elle-même ceux qui vont l'enterrer.

Aujourd'hui les étudiants luttent contre les renvois et la sélection. Pour que cette lutte aboutisse, il est nécessaire de lutter clairement contre le système qui lui donne naissance : le système capitaliste. Pour que les renvois, la sélection et les injustices disparaissent, il faut que le système capitaliste disparaisse lui-même. Mais le mouvement étudiant tout seul ne pourra pas réaliser cette tâche, il faudra qu'il s'unisse aux classes laborieuses. Seule la liaison des intellectuels avec les masses peut unifier le combat et permettre de mobiliser toutes les forces susceptibles de lutter contre l'exploitation et la répression de la bourgeoisie.

LUTTONS CONTRE LES RENVOIS ET LA SELECTION !

LUTTONS CONTRE LA REPRESENTATION DE LA BOURGEOISIE !

UNISSONS-NOUS AUX MASSES POPULAIRES !

(suite)

La lutte que mènent les ouvriers de Sidi Thabet prouve que partout en Tunisie, que ce soit dans les villes ou les campagnes, les centres ouvriers constituent de véritables foyers de lutte contre le pouvoir.

A tous ceux qui veulent se mettre sérieusement au travail révolutionnaire, nous disons que ces foyers constituent, à nos yeux, un champ de travail encore à découvrir et une source de connaissance inépuisable de la réalité tunisienne.

MOTION DE PROTESTATION :

"Les ouvriers du Centre d'élevage de Sidi Thabet, réunis en Assemblée Extraordinaire, sous la présidence du camarade membre du bureau du Syndicat de l'Agriculture,

- considérant la mise à pied du camarade délégué syndical Mohamed Zouari sans aucun motif, et ce malgré les interventions répétées du Syndicat de l'Agriculture auprès du P.D.G.

- considérant l'éloignement du camarade Mohamed ben Ahmed de son lieu de travail habituel, pour le gêner dans l'exercice de sa mission syndicale ;

- considérant la baisse de salaire de tous les travailleurs ;

+ Nous protestons énergiquement contre les décisions des responsables de ce Centre ;

+ Nous exigeons la stricte application de la législation relative aux questions de licenciement et ce dans les plus brefs délais, sinon nous serons obligés de prendre les mesures qui s'imposent."

signé : les ouvriers du Centre de Sidi Thabet.

TEXTE DU TELEGRAMME ENVOYE A L'UGET :

"Ouvriers Centre Elevage Sidi Thabet protestent énergiquement contre mesures arbitraires prises par administration contre camarades délégués et ouvriers, demandant solution urgente des problèmes, sinon prendrons mesures nécessaires."

signé : les ouvriers du Centre de Sidi Thabet.

Déjà parus dans la collection Publications "Perspectives Tunisiennes"

N° 1 : « Les caractéristiques de la période actuelle du développement de la Tunisie et les instruments de la Révolution arabe. »

N° 2 : « La question palestinienne dans ses rapports avec le développement de la lutte révolutionnaire en Tunisie. »

N° 3 : « Mémoires de militants. »

N° 4 : « A la lumière du procès du G.E.A.S.T. : Les acquis et les perspectives de la lutte révolutionnaire en Tunisie. »

N° 5 : « Les problèmes agraires dans la Tunisie actuelle. »

N° 6 : « La voie tunisienne vers le socialisme Réponse au révisionniste Harmel. »